



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

ARRÊTÉ CADRE DÉFINISSANT LES MESURES DE LIMITATION PROVISoire DES USAGES DE L'EAU DANS L'EST ET LE SUD DU LOIRET

La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 211-1 à L 211-3 et L 214-7, R211-66 à R 211-70, R 212-1 R 212-2 et R 213-14 à R 213-16 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 10 février 2021 nommant Madame Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

VU le décret du 26 mars 2021 nommant Monsieur Benoît LEMAIRE secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

VU le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

VU l'arrêté n°2015103-0014 du préfet de la région Île-de-France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie, en date du 13 avril 2015, préconisant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du bassin Seine-Normandie en période de sécheresse et définissant des seuils sur certaines rivières du bassin entraînant des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur ces rivières et leur nappe d'accompagnement ;

VU l'arrêté n° IDF-2022-02-22-00008 du préfet de la région d'Île-de-France, coordonnateur du bassin Seine-Normandie, en date du 22 février 2022, fixant les orientations pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté n°22.016 de la préfète de la région Centre Val de Loire, coordinatrice du bassin Loire-Bretagne, en date du 28 janvier 2022, fixant les orientations pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de restriction ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Loire-Bretagne ;

VU les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux des bassins Loire-Bretagne et Seine-Normandie en vigueur ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Val Dhuy Loiret approuvé par arrêté préfectoral en date du 15 décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement concernant des prélèvements temporaires en cours d'eau et canaux pour l'irrigation agricole ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2005 modifié fixant la répartition des compétences entre les services dans le domaine de la police et de la gestion de l'eau, dans le département du Loiret ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021 portant délégation de signature de Monsieur Benoît LEMAIRE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU la circulaire DEVL1112870C du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

VU l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

VU le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse, publié par le ministère de la Transition Écologique en juin 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral définissant les mesures de limitation provisoire des usages de l'eau dans certains secteurs géographiques du département du Loiret du 6 avril 2022 ;

VU la consultation du Comité des Usages de l'Eau du 13 décembre 2023 ;

VU la procédure de participation du public qui s'est déroulée du 27 janvier au 17 février 2023 ;

CONSIDÉRANT que, durant la période d'étiage, des mesures provisoires de restriction de certains usages de l'eau sont susceptibles de devenir nécessaires pour la prévention de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques, pour la protection de la ressource en eau et de l'abreuvement du bétail ;

CONSIDÉRANT que la manœuvre des ouvrages hydrauliques est de nature à aggraver la situation hydrologique précaire des cours d'eau ;

CONSIDÉRANT que les rejets d'effluents dans le milieu sont de nature à dégrader la qualité de l'eau en période de sécheresse ;

CONSIDÉRANT qu'une connaissance des débits de certains cours d'eau est rendue possible par le suivi hydrométrique de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ainsi que par la réalisation de mesures ponctuelles par le service en charge de la police de l'eau ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation d'Outils d'Aide à la Décision (OAD) pour l'irrigation peut contribuer à la préservation de la ressource en eau en période d'étiage, et que l'expérimentation d'une dérogation à certaines mesures de limitation, qui s'opposent à leur pleine efficacité, permet d'évaluer leur efficacité et le bénéfice réel que peut en tirer la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre en œuvre des mesures de limitation efficaces, lisibles, compréhensibles par tous et contrôlables ;

CONSIDÉRANT que pour ce qui relève de l'interdiction, les mesures ne peuvent être adaptées qu'à titre exceptionnel pour un usager ou groupe d'usagers ;

CONSIDÉRANT la nécessaire solidarité entre les usagers de l'eau ;

SUR la proposition du Directeur départemental des territoires du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

Le présent arrêté a pour objet :

- de définir les mesures de restriction ou d'interdiction provisoires de prélèvement dans les eaux superficielles et les eaux souterraines ainsi que des mesures de restriction ou d'interdiction des usages de l'eau ;
- de définir les zones d'alerte concernées et les stations d'observation ;
- de fixer les seuils d'étiage dans chacun des bassins versants concernés, en dessous desquels des mesures de restriction ou d'interdiction des prélèvements et des usages de l'eau s'appliqueront.

Article 2 - Champ d'application

Le présent arrêté concerne la gestion de la ressource en eau, ainsi que les prélèvements et rejets effectués.

Les dispositions de surveillance, de limitation ou d'interdiction s'appliquent à tous les usagers, particuliers, entreprises, services publics, collectivités dans le département du Loiret.

Elles concernent également les installations classées pour la protection de l'environnement dans le cadre des prescriptions des arrêtés d'autorisation s'appliquant à ces établissements.

Article 3 - Définition du réseau de suivi de l'état de la ressource en eau

L'état de la ressource en eau, qu'elle soit de surface ou souterraine, peut être caractérisé par le débit des cours d'eau, à l'exception des cours d'eau soutenus à l'étiage et des nappes souterraines captives qui ne sont pas en relation avec un cours d'eau.

L'évolution des débits des cours d'eau lors de la période de recharge, qui s'étend de novembre à mars, permet de déterminer en sortie d'hiver, le risque de survenue d'une sécheresse en l'absence prolongée de pluie en période estivale. Un seuil de vigilance est ainsi défini en sortie d'hiver à partir des données des stations de mesure permanente, pour les zones d'alerte qui en sont pourvues. Il correspond au débit moyen sur la période de novembre à mars.

| ZONE D'ALERTE (cours d'eau suivants, y compris leurs affluents) | LIEU DE MESURE DES DÉBITS (point aval, pour l'ensemble de la zone d'alerte) | | | VALEURS DES DÉBITS SEUILS D'ÉTIAGE (en L/s) | | | | |
|--|---|--------------------------|-----------------------|--|--------|---------------------|-------|--------|
| | Commune | Lieu-dit | Source données | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | |
| Secteur Gâtinais de l'Est | Aveyron | La Chapelle s/Aveyron | Pont Bourg | Station Dreal | 1 100 | 100 | 70 | 50 |
| | Betz | Bransles | CD 219 | Jaugeage DDT45 | - | 200 | 150 | 100 |
| | Cléry | Ferrière en Gâtinais | Les Collumeau x | Station Dreal | 1 600 | 600 | 500 | 420 |
| | Loing Amont | Montbouy | Pont du Bourg | Station Driat IF | 4 200 | 350 | 250 | 120 |
| | Loing Aval | Châlette sur Loing | - | Station Driat IF | 18 000 | 1670 | 1200 | 850 |
| | Milleron | Châtillon- Coligny | Villefranch e | Jaugeage DDT45 | - | 60 | 45 | 30 |
| | Ouanne | Gy-les- Nonains | - | Station Driat IF | 6 200 | 1200 | 940 | 730 |
| Zone nodale de la Loire à Gien | Avenelle- Ethelin | Beaulieu | Pont CD 926 | Jaugeage DDT45 | - | 30 | 23 | 15 |
| | Loire amont | Gien | Vieux Pont | Station Dreal | - | 50 000 | - | 43 000 |
| | Ru de Pont- Chevron | Ouzouer-sur- Trézée | Le petit Moulin | Jaugeage DDT45 | - | 48 | 36 | 24 |
| | Trézée-Ousson | Ouzouer-sur- Trézée | Le Petit St Aubin | Jaugeage DDT45 | - | 120 | 90 | 60 |
| Zone nodale de la Loire à Onzain | Aquiaulne | St Gondon | Pont de Bribard | Jaugeage DDT45 | - | 110 | 82 | 55 |
| | Ardoux (Grand) | Lailly-en-Val | - | Station Dreal | 1 200 | 50 | 35 | 20 |
| | Bec d'Able | Sully-sur- Loire | Port à Chambert | Jaugeage DDT45 | - | 150 | 75 | 50 |
| | Beuvron | Montrieux- en-Sologne | - | Station Dreal | - | 125 | 110 | 95 |
| | Cosson | La Ferté St Aubin | Rue Denis Papin | Station Dreal | - | 290 | 230 | 180 |
| | Loiret-Dhuy | Sandillon | Ferme du Louy | Station Dreal | 800 | 110 | 80 | 60 |
| | Notreure | Autry-le- Châtel | Pont de la D51 | Station Dreal | - | 120 | 90 | 60 |
| | Sange | Sully-sur- Loire | Tête du Parc | Jaugeage DDT45 | - | 38 | 29 | 19 |

La carte ainsi que la liste des communes concernées par zone d'alerte figurent en annexes 1 et 2 du présent arrêté.

Article 4 - Définition de la vigilance, l'alerte, l'alerte renforcée et de la crise

Les valeurs seuils sont comparées aux valeurs de débit moyen mensuel ou journalier mesurées dans les cours d'eau équipés de stations hydrométriques permanentes ou aux valeurs de débit instantané pour les cours d'eau non équipés qui sont mesurés manuellement (jaugeage).

L'état de vigilance est constaté par arrêté préfectoral dans les conditions suivantes :

- Constat de la vigilance sur la zone d'alerte équipée d'une station de mesure permanente lorsque le débit moyen sur la période du 1^{er} novembre au 31 mars du cours d'eau se situe sous le seuil de vigilance tel que défini dans l'article 3 du présent arrêté.

Les états d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sont constatés par arrêté préfectoral dans les conditions suivantes :

Toutes zones d'alerte :

- L'état d'alerte est constaté sur une zone d'alerte (bassin versant, ou regroupement de bassin versant), lorsque le débit du cours d'eau de référence de cette zone d'alerte est inférieur à son débit seuil d'alerte.
- L'état d'alerte renforcée est constaté sur une zone d'alerte (bassin versant, ou regroupement de bassin versant) de ces secteurs, lorsque le débit du cours d'eau de référence de cette zone d'alerte est inférieur à son débit seuil d'alerte renforcée.
- L'état de crise est constaté sur une zone d'alerte (bassin versant, ou regroupement de bassin versant) de ces secteurs, lorsque le débit du cours d'eau de référence de cette zone d'alerte est inférieur à son débit de crise.

Cas particulier de l'axe Loire :

Les mesures spécifiques à la Loire sont définies par l'article 6 de l'arrêté d'orientation de bassin Loire-Bretagne en date du 28 janvier 2022. L'état de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise est constaté par la préfète coordinatrice de bassin Loire-Bretagne et retranscrit par arrêté préfectoral pour le Loiret.

Dans le cas où l'axe Loire franchit un seuil de gravité, si l'une des zones d'alerte listées ci-dessous n'est pas encore au même niveau de gravité, la préfète du Loiret déclenche les mesures de restriction de ce niveau de gravité pour cette zone concomitamment à l'axe Loire :

- Ardoux
- Loiret-Dhuy
- Sange
- Aquiaulne
- Notreure
- Loire-amont
- Trezée-Ousson

Article 5 - Mise en œuvre progressive de mesures de surveillance et de limitation des usages de l'eau

Cet article traite dans une première partie des mesures sur toutes zones d'alerte hors axe Loire et dans une seconde partie des mesures pour l'axe Loire.

I - Mesures applicables dans toutes les zones d'alerte hors axe Loire :

Dès lors que les différents seuils sont franchis, des mesures progressives de surveillance et de limitation des prélèvements et des rejets sont mises en œuvre dans les zones d'alerte concernées, conformément aux tableaux suivants.

Ressources en eau concernées par les mesures de restriction temporaires :

- Pour les usages non agricoles, les mesures s'appliquent sans distinction de l'origine de l'eau.
- Pour les usages agricoles les mesures s'appliquent de manière différenciée selon l'origine de l'eau :
 - cours d'eau et nappe d'accompagnement,
 - eaux souterraines y compris les prélèvements dans les calcaires de Beauce.

Ressources en eau non concernées par les mesures de restriction temporaires :

- Les prélèvements réalisés depuis des retenues d'eau non connectées au milieu naturel ou dans les réserves de récupération de pluie étanches et non connectées au milieu naturel ne sont pas concernées.

Mesures de restrictions temporaires des usages de l'eau :

| Usages agricoles | | | | |
|---|--|--|--|---|
| Usages de l'eau concernés | Mesures applicables dès franchissement | | | |
| | de vigilance | du débit seuil d'alerte (DSA) | du débit seuil d'alerte renforcée (DAR) | du débit seuil de crise (DCR) |
| Irrigation agricole : prélèvements en cours d'eau et nappe d'accompagnement | Sensibiliser les agriculteurs à l'état de la ressource | Réduction de 20 % des volumes hebdomadaires autorisés, sauf dérogation (article 7) | Réduction de 40 % des volumes hebdomadaires autorisés, sauf dérogation (article 7) | Interdiction |
| Irrigation agricole : prélèvements en eau souterraine | | Interdiction 24 heures par semaine (du dimanche 8 h au lundi 8 h) sauf dérogation (article 7) | Interdiction 36 heures par semaine (du samedi 20 h au lundi 8 h) sauf dérogation (article 7) | Interdiction 48 heures par semaine (du samedi 8 h au lundi 8 h) |
| Cultures maraîchères en godets ou repiquées, cultures horticoles, cultures hors-sol ou sous abris | | Adaptation des mesures de limitation applicables pour l'irrigation agricole sur demande auprès de la DDT (article 6) | | |
| Cultures maraîchères de plein champ (liste en annexe 6) | | Interdiction 12 heures par semaine (le dimanche de 8 h à 20 h) sauf dérogation (article 7) | Interdiction 18 heures par semaine (samedi de 14 h à 20 h et dimanche de 8 h à 20 h) | Interdiction 24 heures par semaine (samedi de 8 h à 20 h et dimanche de 8 h à 20 h) |

| Usages des particuliers et collectivités | | | | |
|--|---|---|--|-----------------------|
| Usages de l'eau concernés | Mesures applicables dès franchissement du seuil | | | |
| | de vigilance | d'alerte (DSA) | d'alerte renforcée (DAR) | de crise (DCR) |
| Lavage des véhicules | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau | Interdiction hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques (ex : bétonnières) et pour les besoins liés à la sécurité publique. | | |
| Nettoyage des voiries, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées | | Limitation au strict nécessaire pour assurer l'hygiène et la salubrité publique (sauf en cas de travaux) | | |
| Nettoyage des façades et toitures | | Interdiction (sauf en cas de travaux) | | |
| Arrosage des pelouses, massifs fleuris, arbres et arbustes | | Interdiction de 10h à 18h | Interdiction (dérogation générale entre 20h et 8h pour jeunes gazons implantés depuis l'automne et pour les massifs comprenant de jeunes arbres, arbustes et vivaces de moins de 2 ans, dérogations possibles pour massifs fleuris de sites majeurs (sites inventoriés par l'APJRC en annexe 7) pour lesquels les arrosages sont autorisés) | |
| Arrosage des espaces arborés accessibles gratuitement au public en milieu urbain (zones de fraîcheur) | | Interdiction de 10h à 18h (dérogation possible en cas de canicule) | Interdiction (dérogation possible en cas de canicule) | |

| Usages des particuliers et collectivités | | | | |
|--|--|--|---------------------------------|--|
| Usages de l'eau concernés | Mesures applicables dès franchissement du seuil | | | |
| | de vigilance | d'alerte (DSA) | d'alerte renforcée (DAR) | de crise (DCR) |
| Arrosage des terrains de sport | | Interdiction de 10h à 18h | Interdiction de 8h à 20h | Interdiction (dérogation générale entre 20h et 8h pour les jeunes gazons implantés depuis l'automne, dérogation possible pour pelouses des terrains accueillant des compétitions de niveau national où les arrosages sont autorisés) |
| Arrosage des jardins potagers | | Interdiction de 10h à 18h | Interdiction de 8h à 20h. | |
| Arrosage des cultures maraîchères en godets ou repiquées, cultures horticoles, cultures hors-sol ou sous abris des collectivités ou associations | | Adaptation des mesures de limitation applicables pour l'irrigation agricole sur demande auprès de la DDT (article 6) | | |
| Alimentation des fontaines, pièces d'eau d'agrément et jeux d'eau récréatifs en circuit ouvert | | Interdiction | | |
| Remplissage et vidange des piscines privées (de plus d'1m ³) | | Interdiction de remplissage sauf remise à niveau nécessaire au bon fonctionnement de l'ouvrage et premier remplissage pour chantier en cours | | |
| Remplissage et vidange des piscines ouvertes au public | | Soumis à autorisation préalable de la DDT et après avis de l'ARS | | |

| Usages industriels et commerciaux | | | | |
|---|--|--|--------------------------|----------------|
| Usages de l'eau concernés | Mesures applicables dès franchissement du seuil | | | |
| | de vigilance | d'alerte (DSA) | d'alerte renforcée (DAR) | de crise (DCR) |
| Activités industrielles hors ICPE, commerciales, artisanales et de services | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau | Limitation de la consommation d'eau au strict nécessaire relatif au process de production de l'entreprise | | |
| | | Tenue d'un registre de prélèvements si effectués dans le milieu naturel | | |
| Exploitation des sites industriels classés ICPE avec arrêté de prescriptions complémentaires | | Se référer aux dispositions spécifiques, relatives à la gestion de la ressource en eau, prévues dans leurs autorisations administratives | | |
| Exploitation des sites industriels classés ICPE sans arrêté de prescriptions complémentaires | | Suppression des usages hors process et sanitaires Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique | | |
| Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national | | <p>Pour les centres nucléaires de production d'électricité, modification temporaire des modalités de prélèvement et de consommation d'eau, de rejet dans l'environnement, et/ou limites de rejet dans l'environnement des effluents liquides en cas de situation exceptionnelle par décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire (appelées décision "Modalités" et décision "Limites") homologuées par le Ministère chargé de l'environnement.</p> <p>Pour les installations thermiques à flamme, les prélèvements d'eau liés au refroidissement, aux eaux de process ou aux opérations de maintenance restent autorisées, sauf si dispositions spécifiques prises par arrêté préfectoral</p> <p>Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'Environnement.</p> | | |

| Usages industriels et commerciaux | | | | |
|--|---|--|--|---|
| Usages de l'eau concernés | Mesures applicables dès franchissement du seuil | | | |
| | de vigilance | d'alerte (DSA) | d'alerte renforcée (DAR) | de crise (DCR) |
| Arrosage des golfs (Conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024) | | Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8h à 20 h de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 %. Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation. | Réduction des volumes d'eau moins 60 % par une interdiction d'arroser les fairways 7j/7 : Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des « greens et départs ». | Interdiction d'arroser les golfs. Les greens pourront toutefois être préservés, sauf en cas de pénurie d'eau potable, par un arrosage « réduit au strict nécessaire » entre 20h et 8h, et qui ne pourra représenter plus de 30 % des volumes habituels. |

| Gestion des ouvrages hydrauliques et plans d'eau | | | | |
|--|--|--|--------------------------|----------------|
| Usages de l'eau concernés | Mesures applicables dès franchissement du seuil | | | |
| | de vigilance | d'alerte (DSA) | d'alerte renforcée (DAR) | de crise (DCR) |
| Gestion des ouvrages hydrauliques (hors plans d'eau et canaux) | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau | Interdiction de toute manœuvre susceptible d'influencer le débit ou le niveau d'eau sauf si elle est nécessaire au non dépassement de la côte légale de retenue, à la protection contre les inondations des terrains riverains amont ou à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont. Cette disposition ne remet pas en cause le respect du débit réservé à laisser dans le cours d'eau défini par l'article L. 214-18 du code de l'environnement. Les manœuvres de vannes nécessaires au maintien du débit réservé sont autorisées en veillant à ce qu'elles ne nuisent pas à la qualité des eaux et au milieu naturel. (Dérogation possible sur demande préalable à la DDT pour les travaux réalisés dans le cadre d'un CTMA) | | |
| Remplissage des plans d'eau, étangs, bassin d'agrément et manœuvre de vannes | | Interdiction - les plans d'eau alimentés par prélèvements en eaux superficielles (dérivation, prise d'eau, etc) et/ou par forage doivent avoir leur dispositif de prélèvement rendu inactif. - les plans d'eau en barrage sur le cours d'eau doivent laisser s'écouler à l'aval un débit sortant au moins égal au débit réservé ou à défaut au débit entrant. Cette disposition ne remet pas en cause le respect du débit réservé à laisser dans le cours d'eau défini par l'article L. 214-18 du Code de l'environnement. Les manœuvres de vannes nécessaires au maintien du débit réservé sont autorisées en veillant à ce qu'elles ne nuisent pas à la qualité des eaux et au milieu naturel. | | |

| Gestion des ouvrages hydrauliques et plans d'eau | | | | |
|--|--|---|---|---|
| Usages de l'eau concernés | Mesures applicables dès franchissement du seuil | | | |
| | de vigilance | d'alerte (DSA) | d'alerte renforcée (DAR) | de crise (DCR) |
| Gestion des canaux dont l'alimentation communique avec le cours d'eau concerné | | Limitation au strict minimum les manœuvres (regroupement des bateaux) ayant une incidence sur la ligne d'eau ou le débit du cours d'eau : objectif de diminution de 20 % par jour des éclusées par écluse | Limitation au strict minimum les manœuvres (regroupement des bateaux) ayant une incidence sur la ligne d'eau ou le débit du cours d'eau : objectif de diminution de 40 % par jour des éclusées par écluse | Limitation au strict minimum des manœuvres, information préalable de la DDT 45, établissement d'un planning adapté à la situation des cours d'eau |

| Rejets dans les milieux aquatiques | | | | |
|--|--|---|--|-----------------------|
| Usages de l'eau concernés | Mesures applicables dès franchissement du seuil | | | |
| | de vigilance | d'alerte (DSA) | d'alerte renforcée (DAR) | de crise (DCR) |
| Vidange des plans d'eau | | Interdiction sauf autorisation pour les usages commerciaux (piscicultures déclarées) | | |
| Travaux en cours d'eau | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau | Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques | Report des travaux sauf : - situation d'assec total - pour des raisons de sécurité - dans le cas d'une restauration, renaturation du cours d'eau Déclaration préalable au service de police de l'eau de la DDT | |
| Rejet des stations d'épuration et collecteurs pluviaux | | Surveillance accrue des rejets. Les délestages directs en cas de travaux sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé. Rappel : obligation de signaler immédiatement toute pollution à la DDT-SEEF, service en charge de la police de l'eau | | |

II – Mesures applicables sur l'axe Loire dans le cas du déclenchement du canevas des mesures coordonnées :

Les restrictions sur l'axe Loire s'appliquent aux prélèvements directs dans la Loire. Elles sont définies dans le tableau ci-dessous.

Ressources en eau non concernées par les mesures de restriction temporaires : les prélèvements réalisés depuis des retenues d'eau non connectées au milieu naturel ou dans les réserves de récupération de pluie étanches et non connectées au milieu naturel ne sont pas concernées.

Pour les usages qui ne figurent pas dans le canevas des mesures coordonnées, les mesures applicables sont celles qui sont définies pour toutes les zones d'alerte.

| | Niveau 1 – vigilance | Niveau 2 – alerte | Niveau 3 – alerte renforcée | Niveau 4 - crise |
|---|--|--|--|---|
| Critère | dès que le débit moyen journalier de la Loire mesuré à Gien devient inférieur à 60 m ³ /s | dès que le débit moyen journalier de la Loire mesuré à Gien est inférieur ou égal à 50 m ³ /s (DSA) | dès que le débit moyen journalier de la Loire mesuré à Gien est inférieur ou égal à 45 m ³ /s (DAR) | dès que le débit moyen journalier de la Loire mesuré à Gien est inférieur ou égal à 43 m ³ /s (DCR) |
| Objectif et résultat attendu | Sensibilisation de tous les acteurs et avertissement sur le risque d'insuffisance des retenues | Réduction sensible des prélèvements permettant de prolonger l'utilisation des réserves et de retarder d'autant le recours au niveau d'alerte renforcée | Réduction sensible des prélèvements permettant de prolonger l'utilisation des réserves et de retarder d'autant le recours au niveau de crise | Arrêt de tout usage de l'eau autre que justifié par les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population, l'abreuvement des animaux et par le besoin des milieux naturels, de façon à assurer jusqu'à la fin de l'étiage, même dans les hypothèses les plus pessimistes, leur satisfaction |
| Définition des mesures (dont les modalités seront précisées et rendues applicables dans chaque département par arrêté préfectoral) | Sensibilisation sans mesure impérative (sauf celles pouvant être rendues nécessaires par le contexte local) | <ul style="list-style-type: none"> - Interdiction de 8 h à 20 h d'arrosage des pelouses, espaces verts, terrains de sport, golf... - Interdiction 2 jours par semaine des prélèvements pour irrigation, y compris ceux effectués à partir des canaux et dérivation ; - réduction de 10 % des prélèvements pour alimentation des canaux et dérivation - surveillance accrue de tous les rejets, réduction ou suppression de certains rejets (examen au cas par cas dans chaque département) | <ul style="list-style-type: none"> - interdiction totale d'arrosage des pelouses, espaces verts, terrains de sport, ... - interdiction de 8 h à 20 h d'arrosage des jardins potagers et green de golf - interdiction 12 h par jour des prélèvements pour irrigation, y compris ceux effectués à partir des canaux et dérivation ; - réduction de 25 % des prélèvements pour alimentation des canaux et dérivation - surveillance accrue de tous les rejets, réduction ou suppression de certains rejets (examen au cas par cas dans chaque département) | <ul style="list-style-type: none"> - irrigation : interdiction totale - canaux : arrêt de la navigation, maintien des prélèvements au strict minimum - arrêt de tous les rejets non nécessaires à la sécurité ou la salubrité publique et ayant un impact significatif sur les milieux - production des centrales nucléaires : examen au cas par cas en fonction du contexte énergétique national et des impacts sur la sécurité publique - autres productions : examen au cas par cas en fonction du risque de dommages durables aux outils de production ou des impératifs de sécurité |

Article 6 - Mesures complémentaires et provisoires de restriction des prélèvements pour l'irrigation applicables à certains types de cultures

Pour les cultures maraîchères cultivées en godets ou repiquées, les cultures horticoles et les cultures hors-sol ou sous abris, les mesures de limitations prévues à l'article 6 sont adaptées suivant les conditions indiquées dans le tableau annexé au présent arrêté (annexe n°3). Pour en bénéficier, l'exploitant, la collectivité ou l'association concernée doit adresser à la DDT une demande selon le

modèle présenté en annexe 4, téléchargeable sur le site internet de la DDT, par courrier électronique (ddt-seef@loiret.gouv.fr) ou voie postale ou procédure dématérialisée.

Article 7 - Mesures dérogatoires aux limitations ou interdictions d'usage

À titre d'expérimentation, des dérogations aux limitations/interdictions de prélèvements en eau superficielle et eau souterraine pourront être accordées individuellement aux irrigants qui auront mis en œuvre des outils d'aide à la décision (OAD) pour l'irrigation agricole. Seront éligibles les irrigants qui auront souscrit à un OAD avant la date du 1er mai de l'année et qui auront transmis leur demande par formulaire (annexe n°5) à la DDT du Loiret.

La dérogation portera sur l'ensemble de l'exploitation même si toutes les parcelles ne sont pas intégrées à l'OAD et sera valable pour toute la période d'étiage hors situation de crise. En fin de campagne, le bénéficiaire s'engage par ailleurs à transmettre à la chambre d'agriculture toutes les informations nécessaires à l'évaluation des bénéfices, pour la ressource en eau, de l'usage de l'OAD et de la pertinence de cette mesure dérogatoire.

Article 8 - Constat de franchissement des seuils de sécheresse et délai de mise en œuvre des mesures de limitation

Le franchissement des seuils sera constaté par un arrêté préfectoral spécifique qui précisera les zones d'alerte concernées et les mesures de limitation mises en place conformément aux articles précédents. L'arrêté préfectoral sera établi dans un délai maximum de 7 jours ouvrés à compter de la date à laquelle les mesures de débits permettront le constat de franchissement des zones d'alerte.

Article 9 - Levée des mesures

Les mesures de limitation ou d'interdiction prises au titre du présent arrêté seront levées progressivement, par arrêté préfectoral spécifique, lorsque le débit dépasse durablement les seuils concernés ou au 30 novembre de l'année en cours.

Article 10 - Abrogation

L'arrêté préfectoral du 6 avril 2022 définissant les mesures de limitation provisoire des usages de l'eau dans certains secteurs géographiques du département du Loiret est abrogé.

Article 11 - Durée d'application

Les dispositions du présent arrêté sont applicables immédiatement et jusqu'au 30 novembre 2025, à l'exception des articles 3 et 4 pour lesquels la vigilance fait l'objet d'une évaluation annuelle.

Article 12 - Sanctions

Tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe, d'un montant maximum de 1 500 €, et 3 000 € en cas de récidive.

Par ailleurs, le non-respect du débit à réserver aux milieux aquatiques définis par l'article L.214-18 du Code de l'environnement est réprimé d'une amende pouvant aller jusqu'à 75 000 €.

Article 13 - Publication et affichage

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, sur son site Internet, et sera adressé aux maires des communes concernées pour affichage en mairie, sur site internet de la commune, le cas échéant et sur tout autre support de communication communal le cas échéant dès réception et pour toute la période d'application.

Article 14 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, les Sous-Préfets, les Maires des communes concernées, le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie du Loiret, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Président de la Fédération du Loiret pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques, le Chef du Service Départemental de l'Office Français de la Biodiversité, Voies Navigables de France, le Directeur Départemental des Territoires du Loiret, le Directeur Départemental de la Protection des Populations du Loiret, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à ORLÉANS, le

10 MARS 2023

La préfète



Régine ENGSTRÖM

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à : Mme la Préfète du Loiret
Service de la Coordination Interministérielle, Mission Affaires Générales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLÉANS CEDEX ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant : le Tribunal Administratif - 28, rue de la Bretonnerie 45057 ORLÉANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

ANNEXE 1 : Liste des communes et zones d'alerte

| N°INSEE | Nom de la commune | Nom de la zone d'alerte |
|---------|----------------------|-------------------------|
| 45001 | Adon | Loing Amont |
| 45001 | Adon | Ru de Pontchevron |
| 45002 | Aillant-sur-Milleron | Aveyron |
| 45002 | Aillant-sur-Milleron | Loing Amont |
| 45002 | Aillant-sur-Milleron | Milleron |
| 45004 | Amilly | Loing aval |
| 45004 | Amilly | Ouanne |
| 45006 | Ardon | Ardoux |
| 45006 | Ardon | Cosson |
| 45016 | Autry-le-Châtel | Aquiaulne |
| 45016 | Autry-le-Châtel | Loire amont |
| 45016 | Autry-le-Châtel | Notreure |
| 45023 | Batilly-en-Puisaye | Trézée-Ousson |
| 45026 | Bazoches-sur-le-Betz | Betz |
| 45028 | Beaugency | Ardoux |
| 45029 | Beaulieu-sur-Loire | Avenelle-Ethelin |
| 45029 | Beaulieu-sur-Loire | Loire amont |
| 45032 | Le Bignon-Mirabeau | Betz |
| 45036 | Boismorand | Loing Amont |
| 45040 | Bonny-sur-Loire | Loire amont |
| 45040 | Bonny-sur-Loire | Trézée-Ousson |
| 45052 | Breteau | Loing Amont |
| 45052 | Breteau | Trézée-Ousson |
| 45053 | Briare | Loire amont |
| 45053 | Briare | Ru de Pontchevron |
| 45053 | Briare | Ru de Pontchevron |
| 45053 | Briare | Trézée-Ousson |
| 45060 | La Bussière | Loing Amont |
| 45060 | La Bussière | Loire amont |
| 45060 | La Bussière | Ru de Pontchevron |
| 45061 | Cepoy | Loing aval |
| 45063 | Cerdon | Beuvron |
| 45064 | Cernoy-en-Berry | Aquiaulne |
| 45064 | Cernoy-en-Berry | Avenelle-Ethelin |
| 45064 | Cernoy-en-Berry | Loire amont |
| 45064 | Cernoy-en-Berry | Notreure |
| 45068 | Châlette-sur-Loing | Loing aval |
| 45070 | Champoulet | Trézée-Ousson |

| N°INSEE | Nom de la commune | Nom de la zone d'alerte |
|---------|----------------------------|-------------------------|
| 45073 | Chantecoq | Betz |
| 45073 | Chantecoq | Cléry |
| 45073 | Chantecoq | Loing aval |
| 45076 | La Chapelle-Saint-Sépulcre | Loing aval |
| 45077 | La Chapelle-sur-Aveyron | Aveyron |
| 45077 | La Chapelle-sur-Aveyron | Loing Amont |
| 45077 | La Chapelle-sur-Aveyron | Loing aval |
| 45079 | Le Charme | Aveyron |
| 45079 | Le Charme | Milleron |
| 45083 | Château-Renard | Aveyron |
| 45083 | Château-Renard | Loing Amont |
| 45083 | Château-Renard | Loing aval |
| 45083 | Château-Renard | Ouanne |
| 45085 | Châtillon-Coligny | Aveyron |
| 45085 | Châtillon-Coligny | Loing Amont |
| 45085 | Châtillon-Coligny | Milleron |
| 45087 | Châtillon-sur-Loire | Avenelle-Ethelin |
| 45087 | Châtillon-sur-Loire | Loire amont |
| 45091 | Chevannes | Betz |
| 45091 | Chevannes | Cléry |
| 45094 | Chevry-sous-le-Bignon | Betz |
| 45097 | Chuelles | Cléry |
| 45097 | Chuelles | Loing aval |
| 45097 | Chuelles | Ouanne |
| 45098 | Cléry-Saint-André | Ardoux |
| 45102 | Conflans-sur-Loing | Loing aval |
| 45102 | Conflans-sur-Loing | Ouanne |
| 45105 | Cortrat | Loing aval |
| 45108 | Coullons | Aquiaulne |
| 45108 | Coullons | Beuvron |
| 45108 | Coullons | Notreure |
| 45113 | Courtemaux | Betz |
| 45113 | Courtemaux | Cléry |
| 45113 | Courtemaux | Loing aval |
| 45115 | Courtenay | Cléry |
| 45115 | Courtenay | Ouanne |
| 45120 | Dammarie-en-Puisaye | Loire amont |
| 45120 | Dammarie-en-Puisaye | Trézée-Ousson |
| 45121 | Dammarie-sur-Loing | Loing Amont |
| 45121 | Dammarie-sur-Loing | Milleron |
| 45123 | Darvoy | Loiret-Dhuy |

| N°INSEE | Nom de la commune | Nom de la zone d'alerte |
|---------|-----------------------|-------------------------|
| 45127 | Dordives | Betz |
| 45127 | Dordives | Cléry |
| 45127 | Dordives | Loing aval |
| 45129 | Douchy-Montcorbon | Cléry |
| 45129 | Douchy-Montcorbon | Ouanne |
| 45130 | Dry | Ardoux |
| 45136 | Ervauville | Betz |
| 45136 | Ervauville | Cléry |
| 45138 | Escrignelles | Loing Amont |
| 45138 | Escrignelles | Ru de Pontchevron |
| 45138 | Escrignelles | Trézée-Ousson |
| 45141 | Faverelles | Trézée-Ousson |
| 45143 | Feins-en-Gâtinais | Loing Amont |
| 45144 | Férolles | Loiret-Dhuy |
| 45145 | Ferrières-en-Gâtinais | Betz |
| 45145 | Ferrières-en-Gâtinais | Cléry |
| 45145 | Ferrières-en-Gâtinais | Loing aval |
| 45146 | La Ferté-Saint-Aubin | Ardoux |
| 45146 | La Ferté-Saint-Aubin | Cosson |
| 45148 | Fontenay-sur-Loing | Cléry |
| 45148 | Fontenay-sur-Loing | Loing aval |
| 45149 | Foucherolles | Betz |
| 45149 | Foucherolles | Cléry |
| 45155 | Gien | Loire amont |
| 45155 | Gien | Notreure |
| 45155 | Gien | Ru de Pontchevron |
| 45156 | Girolles | Loing aval |
| 45161 | Griselles | Betz |
| 45161 | Griselles | Cléry |
| 45161 | Griselles | Loing aval |
| 45164 | Guilly | Bec d'Able |
| 45164 | Guilly | Loiret-Dhuy |
| 45165 | Gy-les-Nonains | Loing Amont |
| 45165 | Gy-les-Nonains | Loing aval |
| 45165 | Gy-les-Nonains | Ouanne |
| 45171 | Isdes | Bec d'Able |
| 45171 | Isdes | Beuvron |
| 45171 | Isdes | Cosson |
| 45173 | Jargeau | Loiret-Dhuy |
| 45175 | Jouy-le-Potier | Ardoux |
| 45175 | Jouy-le-Potier | Cosson |

| N°INSEE | Nom de la commune | Nom de la zone d'alerte |
|---------|------------------------|-------------------------|
| 45179 | Lailly-en-Val | Ardoux |
| 45182 | Ligny-le-Ribault | Ardoux |
| 45182 | Ligny-le-Ribault | Cosson |
| 45184 | Lion-en-Sullias | Aquiaulne |
| 45184 | Lion-en-Sullias | Sange |
| 45189 | Louzouer | Cléry |
| 45189 | Louzouer | Loing aval |
| 45193 | Marcilly-en-Villette | Ardoux |
| 45193 | Marcilly-en-Villette | Cosson |
| 45193 | Marcilly-en-Villette | Loiret-Dhuy |
| 45196 | Mareau-aux-Prés | Loiret-Dhuy |
| 45199 | Melleroy | Aveyron |
| 45199 | Melleroy | Ouanne |
| 45200 | Ménestreau-en-Villette | Cosson |
| 45201 | Mérinville | Betz |
| 45201 | Mérinville | Cléry |
| 45204 | Mézières-lez-Cléry | Ardoux |
| 45208 | Montargis | Loing aval |
| 45210 | Montbouy | Aveyron |
| 45210 | Montbouy | Loing Amont |
| 45210 | Montbouy | Loing aval |
| 45212 | Montcresson | Loing Amont |
| 45212 | Montcresson | Loing aval |
| 45216 | Mormant-sur-Vernisson | Loing aval |
| 45222 | Nargis | Loing aval |
| 45226 | Neuvy-en-Sullias | Cosson |
| 45226 | Neuvy-en-Sullias | Loiret-Dhuy |
| 45229 | Nogent-sur-Vernisson | Loing Amont |
| 45232 | Olivet | Ardoux |
| 45232 | Olivet | Loiret-Dhuy |
| 45234 | Orléans | Ardoux |
| 45234 | Orléans | Loiret-Dhuy |
| 45238 | Ousson-sur-Loire | Loire amont |
| 45238 | Ousson-sur-Loire | Trézée-Ousson |
| 45241 | Ouvrouer-les-Champs | Loiret-Dhuy |
| 45245 | Ouzouer-sur-Trézée | Loing Amont |
| 45245 | Ouzouer-sur-Trézée | Ru de Pontchevron |
| 45245 | Ouzouer-sur-Trézée | Trézée-Ousson |
| 45249 | Paucourt | Cléry |
| 45249 | Paucourt | Loing aval |
| 45250 | Pers-en-Gâtinais | Betz |

| N°INSEE | Nom de la commune | Nom de la zone d'alerte |
|---------|----------------------------|-------------------------|
| 45250 | Pers-en-Gâtinais | Cléry |
| 45251 | Pierrefitte-ès-Bois | Avenelle-Ethelin |
| 45251 | Pierrefitte-ès-Bois | Notreure |
| 45254 | Poilly-lez-Gien | Aquiaulne |
| 45254 | Poilly-lez-Gien | Loire amont |
| 45254 | Poilly-lez-Gien | Notreure |
| 45257 | Pressigny-les-Pins | Loing Amont |
| 45265 | Rozoy-le-Vieil | Betz |
| 45268 | Saint-Aignan-le-Jaillard | Bec d'Able |
| 45268 | Saint-Aignan-le-Jaillard | Sange |
| 45271 | Saint-Brisson-sur-Loire | Loire amont |
| 45271 | Saint-Brisson-sur-Loire | Notreure |
| 45272 | Saint-Cyr-en-Val | Ardoux |
| 45272 | Saint-Cyr-en-Val | Loiret-Dhuy |
| 45274 | Saint-Denis-en-Val | Loiret-Dhuy |
| 45275 | Saint-Firmin-des-Bois | Loing aval |
| 45275 | Saint-Firmin-des-Bois | Ouanne |
| 45276 | Saint-Firmin-sur-Loire | Avenelle-Ethelin |
| 45276 | Saint-Firmin-sur-Loire | Loire amont |
| 45276 | Saint-Firmin-sur-Loire | Notreure |
| 45277 | Saint-Florent | Aquiaulne |
| 45277 | Saint-Florent | Bec d'Able |
| 45277 | Saint-Florent | Beuvron |
| 45277 | Saint-Florent | Sange |
| 45278 | Sainte-Geneviève-des-Bois | Loing Amont |
| 45279 | Saint-Germain-des-Prés | Loing aval |
| 45279 | Saint-Germain-des-Prés | Ouanne |
| 45280 | Saint-Gondon | Aquiaulne |
| 45281 | Saint-Hilaire-les-Andréis | Betz |
| 45281 | Saint-Hilaire-les-Andréis | Cléry |
| 45282 | Saint-Hilaire-Saint-Mesmin | Ardoux |
| 45282 | Saint-Hilaire-Saint-Mesmin | Loiret-Dhuy |
| 45286 | Saint-Jean-le-Blanc | Loiret-Dhuy |
| 45291 | Saint-Martin-sur-Ocre | Loire amont |
| 45291 | Saint-Martin-sur-Ocre | Notreure |
| 45292 | Saint-Maurice-sur-Aveyron | Aveyron |
| 45292 | Saint-Maurice-sur-Aveyron | Loing Amont |
| 45298 | Saint-Pryvé-Saint-Mesmin | Loiret-Dhuy |
| 45300 | Sandillon | Loiret-Dhuy |
| 45306 | La Selle-en-Hermoy | Cléry |
| 45306 | La Selle-en-Hermoy | Loing aval |

| N°INSEE | Nom de la commune | Nom de la zone d'alerte |
|---------|----------------------|-------------------------|
| 45307 | La Selle-sur-le-Bied | Betz |
| 45307 | La Selle-sur-le-Bied | Cléry |
| 45309 | Sennely | Cosson |
| 45311 | Sigloy | Loiret-Dhuy |
| 45315 | Sully-sur-Loire | Bec d'Able |
| 45315 | Sully-sur-Loire | Loiret-Dhuy |
| 45315 | Sully-sur-Loire | Sange |
| 45322 | Thorailles | Cléry |
| 45322 | Thorailles | Loing aval |
| 45323 | Thou | Trézée-Ousson |
| 45324 | Tigy | Cosson |
| 45324 | Tigy | Loiret-Dhuy |
| 45329 | Triguères | Cléry |
| 45329 | Triguères | Loing aval |
| 45329 | Triguères | Ouanne |
| 45331 | Vannes-sur-Cosson | Bec d'Able |
| 45331 | Vannes-sur-Cosson | Cosson |
| 45335 | Vienne-en-Val | Cosson |
| 45335 | Vienne-en-Val | Loiret-Dhuy |
| 45336 | Viglain | Bec d'Able |
| 45336 | Viglain | Cosson |
| 45336 | Viglain | Loiret-Dhuy |
| 45338 | Villemandeur | Loing aval |
| 45340 | Villemurlin | Bec d'Able |
| 45340 | Villemurlin | Beuvron |
| 45340 | Villemurlin | Sange |

ANNEXE 3: Modalités de mise en œuvre de l'article 6 : mesures complémentaires et provisoires de restriction des prélèvements pour l'irrigation applicables à certains types de cultures

| Catégorie de culture | En situation d'alerte | | | En situation d'alerte renforcée | | | En situation de crise | | |
|--|---|--|--------------|---|--|--------------|---|--|--------------|
| | Modalités horaires | Nb J/semaine | Nb H/semaine | Modalités horaires | Nb J/semaine | Nb H/semaine | Modalités horaires | Nb J/semaine | Nb H/semaine |
| - cultures maraîchères cultivées en godets ou repiquées, - cultures horticoles - cultures hors-sol ou sous abris | Interdiction d'irriguer 12 heures consécutives, de 20 h à 8 h | 2 jours par semaine définis pour toute la campagne sur proposition de l'irrigant | 24 | Interdiction d'irriguer 12 heures consécutives, de 20 h à 8 h | 3 jours par semaine définis pour toute la campagne sur proposition de l'irrigant | 36 | Interdiction d'irriguer 12 heures consécutives, de 20 h à 8 h | 4 jours par semaine définis pour toute la campagne sur proposition de l'irrigant | 48 |
| Cultures précédentes, adaptation au cas par cas sur justification d'un risque de perte totale | Interdiction d'irriguer 24 h par semaine, répartition hebdomadaire pour toute la campagne sur proposition de l'irrigant | | 24 | Interdiction d'irriguer 36 h par semaine, répartition hebdomadaire pour toute la campagne sur proposition de l'irrigant | | 36 | Interdiction d'irriguer 48 h par semaine, répartition hebdomadaire pour toute la campagne sur proposition de l'irrigant | | 48 |

ANNEXE 4 – Formulaire de déclaration pour bénéficier des adaptations en matière de limitation de l'irrigation en cas d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise

DECLARATION POUR BENEFICIER DES ADAPTATIONS EN MATIERE DE LIMTATION DE L'IRRIGATION EN CAS D'ALERTE, D'ALERTE RENFORCEE OU DE CRISE

Seules les cultures maraîchères en godets ou repiquées, cultures horticoles, cultures hors-sol ou sous abris peuvent faire l'objet des adaptations prévues dans les Aménagements de sécheresse 2022-2024 du Loiret

Je, soussigné :

RAISON SOCIALE / NOM : _____

ADRESSE (siège) : _____

NOM Gérant ou Responsable à contacter : _____

ADRESSE de la personne à contacter : _____

N° Téléphone de la personne à contacter : _____

Je déclare avoir des cultures maraîchères en godets ou repiquées, horticoles, hors sol ou sous abris et demande à bénéficier pour ces cultures des dérogations prévues.

CULTURES CONCERNÉES :

| | | |
|---|------------------------------|------------------------------|
| Cultures maraîchères en godets ou repiquées : | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| Cultures horticoles : | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| Cultures hors sol : | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |
| Cultures sous abris : | <input type="checkbox"/> oui | <input type="checkbox"/> non |

Ces adaptations consistent à suspendre l'irrigation sur ces cultures de 20h à 0h deux jours par semaine choisis selon le tableau n°1 ci-dessous en période d'alerte, 3 jours par semaine en période d'alerte renforcée ou 4 jours par semaine en période de crise.

| | Suspension de limitation (tableau n°1) | | | | | | | | |
|---------------------------------|--|-----------------|-------------------------------|-----------------|-----------------|---------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | EN PERIODE D'ALERTE | | EN PERIODE D'ALERTE RENFORCEE | | | EN PERIODE DE CRISE | | | |
| | Jour choisi n°1 | Jour choisi n°2 | Jour choisi n°1 | Jour choisi n°2 | Jour choisi n°3 | Jour choisi n°1 | Jour choisi n°2 | Jour choisi n°3 | Jour choisi n°4 |
| Jour de la semaine ² | | | | | | | | | |
| Plage horaire | | | | | | | | | |

Le cas échéant ³ : affecter au 1/3 à un risque de perte totale de la valeur marchande de la production et indiquer que les périodes d'interruption de l'irrigation, pour un total de 24h par semaine en période d'alerte, de 36 h par semaine en période d'alerte renforcée ou de 48 h par semaine en période de crise, sont réparties de la façon suivante :

| | Suspension de limitation (tableau n°2) | | | | | | |
|---------------------------------|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | EN PERIODE D'ALERTE | | | | | | |
| | Jour choisi n°1 | Jour choisi n°2 | Jour choisi n°3 | Jour choisi n°4 | Jour choisi n°5 | Jour choisi n°6 | Jour choisi n°7 |
| Jour de la semaine ² | | | | | | | |
| Plage horaire ⁴ | | | | | | | |
| | 24 h au total | | | | | | |
| | EN PERIODE D'ALERTE RENFORCEE | | | | | | |
| | Jour choisi n°1 | Jour choisi n°2 | Jour choisi n°3 | Jour choisi n°4 | Jour choisi n°5 | Jour choisi n°6 | Jour choisi n°7 |
| | Jour de la semaine ² | | | | | | |
| Plage horaire ⁴ | | | | | | | |
| | 36 h au total | | | | | | |
| | EN PERIODE DE CRISE | | | | | | |
| | Jour choisi n°1 | Jour choisi n°2 | Jour choisi n°3 | Jour choisi n°4 | Jour choisi n°5 | Jour choisi n°6 | Jour choisi n°7 |
| | Jour de la semaine ² | | | | | | |
| Plage horaire ⁴ | | | | | | | |
| | 48 h au total | | | | | | |

- 1 : pas de dérogations possibles pour les préleveurs en Loire lorsque son débit est inférieur à son débit de crise
- 2 : indiquer les jours de semaine choisis pour la suspension de l'irrigation
- 3 : si vous êtes dans cette situation, ne pas remplir le tableau n°1 de suspension de l'irrigation
- 4 : indiquer les plages horaires sur les jours en vert en période d'alerte à respecter un total de suspension de l'irrigation de 24h sur la semaine, en période d'alerte renforcée de 36h sur la semaine et en période de crise de 48h sur la semaine

Fait à _____ le _____ / _____ / _____ Signature : _____

A retourner à la DDT du Loiret, Service Eau Environnement Forêt (Tél : 02 38 82 48 03) :
 par mail : ddt-seef@loiret.gouv.fr
 ou par courrier : Préfecture du Loiret - DD700EEF - 181 rue de Bourgogne - 45043 ORLÉANS Cedex 1

1/1

Conditions d'envoi : A retourner par mail à la DDT45 : ddt-seef@loiret.gouv.fr
 Ce formulaire est également téléchargeable sur :
<https://www.loiret.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-foret-chasse-peche/Eau/Gestion-des-prelevements-d-eau/Restrictions-des-usages-de-l-eau>

ANNEXE 5 – Formulaire de demande de dérogation pour l'irrigation agricole dans le cadre de la mise en œuvre d'un outil d'aide à la décision (OAD)

NB : La demande est à formuler lorsque la situation hydrologique le nécessite, et non par anticipation.

Données administratives :

| | |
|--|--|
| Nom de l'exploitation et raison sociale | |
| Numéro PACAGE | |
| Adresse du siège d'exploitation | |
| Représentant légal | |
| Téléphone de la personne responsable de l'opération | |
| Adresse électronique de la personne responsable de l'opération | |

Localisation du prélèvement concerné par la demande de dérogation :

| | Forage 1 | Forage 2 | Forage 3 | Forage 4 |
|----------------------|----------|----------|----------|----------|
| Numéro de préfecture | | | | |
| Commune | | | | |

Conditions de réalisation :

| | | | | | |
|-------------------|--|--|--|--|----------------------------|
| N° d'ilot PAC | | | | | |
| Surface (ha) | | | | | |
| Culture concernée | | | | | |
| N° d'ilot PAC | | | | | |
| Surface (ha) | | | | | |
| Culture concernée | | | | | |
| N° d'ilot PAC | | | | | |
| Surface (ha) | | | | | |
| Culture concernée | | | | | |
| | | | | | SAU irriguée (ha) |
| | | | | | SAU de l'exploitation (ha) |

NB : Tableau à reproduire sur papier libre si le nombre de cases est insuffisant.

Situation sécheresse :

| | | | | |
|-----------------------------|---------------------------------|---|---------------------------------|---|
| Zone d'alerte concernée | | | | |
| Seuil au jour de la demande | <input type="checkbox"/> Alerte | <input type="checkbox"/> Alerte renforcée | <input type="checkbox"/> Alerte | <input type="checkbox"/> Alerte renforcée |
| Date d'abonnement à l'OAD | | | | |

NB : Joindre en justification le bon de commande

A....., le..... Signature

Conditions d'envoi : A retourner par mail à la DDT45 – adresse de messagerie : dgt-seef@loiret.gouv.fr

ANNEXE 6 – Liste des légumes de plein champ qui peuvent bénéficier d'un aménagement des restrictions

| | | | |
|--------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Betterave potagère | Carotte | Haricot | Oignon |
| Ail | Asperge | Bette | Cardon |
| Chou (pépinière) | Concombre | Cornichon | Courge |
| Dolique Haricot | Échalote | Épinard | Fenouil |
| Maïs doux | Melon | Mesclun | Navet |
| Pastèque | Persil | Poire de terre | Poireau (pépinière) |
| Raifort | Roquette | Rutabaga | Topinambour |
| Pomme de terre | Salsifis/Scorsonère | Cerfeuil tubéreux | Chicorée |
| Courgette | Crosne du japon | Fève | Mâche |
| Oca du Pérou | Panais | Pois | Radis |

ANNEXE 7 – Liste des sites inventoriés par l'APJRC

| Commune | Nom du site |
|-------------------------|---|
| Châteauneuf-sur-Loire | Parc départemental du Château de Châteauneuf-sur-Loire |
| Chevilly | Parc et jardin du Château de Chevilly |
| Chilleurs-aux-bois | Le jardin André Eve® |
| | Parc et jardin du château de Chamerolles |
| Ingrannes | Arboretum des Grandes Bruyères |
| Jouy-le-Potier | Jardin de Chantal |
| La Bussière | Parc, jardin et potager remarquable du Château de La Bussière |
| Lailly-en-Val | Les Jardins de la Régie |
| La Neuville-sur-Essonne | Le Grand Jardin du Théâtre des Minuits |
| Le Bignon-Mirabeau | Parc et Jardin du Château du Bignon-Mirabeau |
| Montbarrois | Jardin de la Javelière |
| Meung-sur-Loire | Jardins de Roquelin |
| | Jardin Arboretum d'Ilex |
| | Parc du château de Meung-sur-Loire |
| | Jardin de la Folie Hubert |
| Orléans | Jardin des Plantes d'Orléans |
| | Parc Floral de la Source, Orléans-Loiret |
| | Jardin du Petit chasseur |
| | Parc Pasteur d'Orléans |
| | Roseaie Jean Dupont de la Ville d'Orléans |
| Nogent-sur-Vernisson | Arboretum National des Barres |
| Pithiviers | Jardin personnel d'André Eve |
| Saint Cyr-en-Val | Parc du Domaine de Morchène |
| Varenes-Changy | Jardin des Arbres |
| Yèvre-le-Châtel | Village-jardin de Yèvre-le-Châtel |

Liste établie à la date du **23/12/2023**.

En cas d'évolution, c'est la liste sur le site de l'APJRC qui reste valable.